



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/RES/906 (1994)  
25 mars 1994

---

### Résolution 906 (1994)

Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 3354e séance,  
le 25 mars 1994

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 849 (1993) du 9 juillet 1993, 854 (1993) du 6 août 1993, 858 (1993) du 24 août 1993, 876 (1993) du 19 octobre 1993, 881 (1993) du 4 novembre 1993, 892 (1993) du 22 décembre 1993, 896 (1994) du 31 janvier 1994 et 901 (1994) du 4 mars 1994,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général sur la situation en Abkhazie, République de Géorgie, en date du 3 mars 1994 (S/1994/253) et du 18 mars 1994 (S/1994/312 et Add.1),

Regrettant qu'aucun accord sur un règlement politique et sur le retour des réfugiés et personnes déplacées n'ait été enregistré à ce stade dans les négociations entre les parties géorgienne et abkhaze,

Accueillant favorablement la lettre du Représentant permanent de la République de Géorgie en date du 24 mars 1994 (S/1994/343), faisant part de la disposition du Gouvernement géorgien à poursuivre les négociations sur un règlement politique global,

Soulignant à nouveau la grave situation créée en République de Géorgie par la présence d'un grand nombre de personnes déplacées d'Abkhazie, République de Géorgie,

Regrettant en particulier les violences qui se sont produites au début du mois de février,

1. Prend note des rapports du Secrétaire général, en date des 3 et 18 mars 1994 (S/1994/253 et S/1994/312);

2. Demande à nouveau à tous les intéressés de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République de Géorgie;

3. Souligne le droit de tous les réfugiés et personnes déplacées de retourner dans leurs foyers en sécurité dans l'ensemble du territoire de l'Abkhazie, République de Géorgie, et prie instamment les parties de parvenir rapidement à un accord en vue de faciliter l'application effective de ce droit;

4. Prie instamment également les parties de reprendre les négociations aussi rapidement que possible et de réaliser des progrès substantiels vers un règlement politique, y compris sur le statut politique de l'Abkhazie dans le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République de Géorgie, fondé sur les principes énoncés dans ses résolutions antérieures afin qu'il puisse examiner de manière adéquate la possibilité d'établir une force de maintien de la paix en Abkhazie, République de Géorgie;

5. Encourage les États donateurs à assister la République de Géorgie afin de lui permettre de surmonter les conséquences du conflit, et à apporter des contributions en réponse à l'appel humanitaire des Nations Unies;

6. Décide de prolonger le mandat de la MONUG pour une période additionnelle intérimaire prenant fin le 30 juin 1994;

7. Prie instamment les parties de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du personnel de la MONUG et sa liberté de mouvement dans l'ensemble du territoire de la République de Géorgie;

8. Prie le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur tout progrès réalisé dans les négociations dès qu'il serait atteint, et en tout état de cause pas plus tard que le 21 juin 1994, et sur la situation sur le terrain en attachant une attention particulière aux circonstances qui pourraient justifier une force de maintien de la paix et sur les modalités de celle-ci;

9. Décide de rester activement saisi de la question.

-----